

Andex Minerals en territoire aymara

Résistance dans les hauts plateaux des Andes chiliennes

**Gabriel Poisson
et Isabel Orellana**

Anocarire, la montagne sacrée des Aymaras des hauts plateaux de l'extrême nord du Chili, se situe à 5 050 mètres au-dessus du niveau de la mer, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la frontière avec la Bolivie, dans la région d'Arica et Parinacota. Anocarire alimente deux bassins versants principaux : le Codpa et le Camarones. La rivière Codpa se démarque pour son eau de qualité exceptionnelle, idéale pour la culture de poires, d'agrumes et d'avocats, entre autres. La rivière Camarones, quant à elle, fournit une eau plus sédimentée, favorable à la culture de produits tels que les carottes, les oignons, l'ail et le maïs. L'eau est indispensable pour les activités de subsistance des communautés aymaras. Elle occupe une place importante dans leur cosmovision. Les cycles de la nature guident et ordonnent le cours de leur vie selon une structure spatiale et temporelle complexe où l'équilibre naturel, le tinku, détermine le moment précis de chacune de leurs actions. Ainsi, le cycle vital de la Pachamama (terre-mère) détermine les deux périodes cycliques interreliées du calendrier aymara : la transhumance des activités pastorales andines (lamas, alpagas) et l'agriculture de la précordillère. L'eau, considérée comme salvatrice dans leur mythe fondateur, fait l'objet d'un culte central qui se manifeste dans divers rituels et cérémonies, dont les « Mesas de Agua ».

Au cours de ces cérémonies, qui incluent des offrandes, des chants, des danses et le partage de nourriture et de boissons, on invoque l'eau de couler en abondance pour que la terre produise et la végétation pousse. Mais selon la philosophie andine, ceci ne peut se produire que si la nature est respectée.

Tout juste entre l'Anocarire et la frontière bolivienne se situe le Salar de Surire, un désert de sel faisant partie des zones humides d'importance internationale de la Convention de Ramsar. Le flanc de la montagne Anocarire fait quant à lui partie de la réserve nationale des Vigognes (Reserva Nacional Las Vicuñas), réserve naturelle parsemée de volcans, de montagnes et de lagon s'étendant sur une superficie de 209 131 hectares. La réserve nationale des Vigognes, le monument national Salar de Surire, ainsi que le parc national Lauca (Parque Nacional Lauca), au nord, forment ensemble la réserve de la biosphère Lauca depuis 1981. Ce territoire désertique est reconnu pour la beauté de ses impressionnantes formations géologiques et pour sa biodiversité foisonnante. On peut y observer des vigognes (*Vicugna vicugna*), des flamants (*Phoenicopterus chilensis*) et des nandous de Darwin, ou ñandú (*Pterocnemia tarapacensis*).

L'Anocarire est l'une des montagnes sacrées, le mallku des Aymaras. D'après leur cosmovision, depuis la cime de ces montagnes, les âmes de leurs défunts membres de leurs communautés gardent

et protègent les sources d'eau, assurant la reproduction de la vie et de la culture aymara. C'est vers ces montagnes protectrices qui sont dirigés les pétitions de l'eau.

Mais l'harmonie de l'Anocarire et de ses environs est mise à risque depuis 2013, lorsque la compagnie minière australienne BHP Billiton (actuellement BHP Group) arrive, attirée par l'or de la région, suivie en 2017, par la canadienne Andex Minerals Chile SpA, qui s'installe dans cette montagne.

Résistance autochtone autour du Mallku Anocarire

Ce territoire de la cordillère des Andes est le milieu de vie de divers regroupements humains depuis des millénaires, dont des communautés autochtones aymaras d'Umirpa, de la Vallée de Codpa, de Cobija, de Ticnamar et de Timar.

Mais depuis que BHP Group entreprend l'exploration aurifère, la vie de ces communautés est perturbée. La montagne joue un rôle central dans leur culture, au niveau écosystémique, mais aussi, identitaire, culturel et spirituel. Tout comme Anocarire, une autre montagne, le cerro Marquez, située à une trentaine de kilomètres à l'ouest, a aussi été menacée par un projet minier canadien.

Quand la nouvelle de l'arrivée de BHP fait surface, des petits-enfants de propriétaires de « chacras » aymaras, ou terres de cultures communautaires, se sont réunis



Manifestation pour la protection des montagnes Marquez et Anocarire, 2021

Photographie par le Colectivo Wila Pacha

pour s'organiser. Les jeunes Aymaras ont invité les membres des communautés touchées, en particulier les membres plus âgés, à participer à des assemblées dans le but de présenter la situation inquiétante et de sonner l'alarme. En effet, les forages prévus par BHP Group se situaient à moins de 100 mètres de certains cours d'eau. Face à cette menace, les communautés ont intensifié les mobilisations, réalisant aussi des actions administratives et judiciaires. Elles ont rendu ces actions de défense visibles en joignant le soutien d'autres peuples aymaras et quechua et des peuples des territoires d'Arica et de Parinacota. Dans ces luttes, les femmes andines se sont distinguées en tant que défenseuses de la Pachamama. Finalement, la forte mobilisation a mené au dépôt d'un recours pour violation des droits humains auprès de la Cour interaméricaine des droits humains et BHP a dû abandonner son projet d'exploration.

Toutefois, la résilience des membres des communautés mobilisées pour la protection de l'Anocarire allait être mise à l'épreuve une fois de plus quand, en 2017, la compagnie canadienne Andex Minerals arrive dans la région et propose un nouveau projet d'exploration minière à la cime de la montagne.

L'industrie minière canadienne se déploie en territoire aymara

Andex Minerals est maintenant connu sous le nom d'Andex Gold. À la suite du désistement de BHP, l'entreprise devient propriétaire de 9 concessions minières dans le secteur, recouvrant la montagne Anocarire et une partie de la réserve de la biosphère Lauca (Reserva de la Biósfera Lauca). Ces concessions recouvrent aussi partiellement l'Aire de développement autochtone des Hautes Andes (Area de Desarrollo Indígena Alto Andino)¹.

Entre 2017 et 2018, la compagnie Andex Minerals Chile SpA, filiale chilienne de Andex Minerals, entreprend des forages d'exploration, effectuant alors un total de 17 forages. Les travaux précipités et le manque de consultation des communautés autochtones ébranlent les résident-e-s et mènent encore une fois à la formulation d'une réponse citoyenne concertée. Marcela Gómez Mamani, présidente de la communauté aymara d'Umirpa, dépose en 2018 deux plaintes officielles. La première fut dirigée à la Direction générale des eaux (Dirección General de Aguas – DGA), organisme étatique responsable de la gestion des droits d'usage des eaux du pays. La plainte souligne des

irrégularités dans les agissements de la compagnie, notamment le pompage d'eau à partir de l'étang Ventanane, sans permis adéquat. La deuxième plainte fut quant à elle rédigée à l'attention de la Surintendance de l'environnement de la région d'Arica (Superintendencia de Medioambiente – SMA), visant à dénoncer, entre autres, les impacts des activités de la minière sur des sites de cérémonie et des sites archéologiques, le dévoiement de cours d'eau, les impacts sur la faune et la flore, incluant la mort suspecte de camélidés. La communauté d'Umirpa est située dans le bassin versant de Camarones et se trouve à être la communauté la plus rapprochée du site d'exploration.

La requête adressée à la DGA fut reçue positivement, et la minière fut contrainte de cesser de drainer l'eau de l'étang Ventanane. De son côté, la SMA penchera en faveur de la compagnie, affirmant que le projet d'exploration « Proyecto de Exploración Anocarire » ne nécessite pas de permis de l'agence environnementale chilienne, le Service d'évaluation environnement (Servicio de Evaluación Ambiental – SEA). Andex Minerals peut ainsi aller de l'avant avec les travaux d'exploration. En 2020, la compagnie effectue six nouveaux forages à la cime de la montagne. Les dommages environnementaux s'accumulent, en parallèle aux impacts culturels et sociaux.

À la fin de l'année 2020, la dirigeante aymara revient à la charge et dépose un recours à la Cour régionale d'Arica. La Cour régionale refuse la requête de la représentante de la communauté aymara d'Umirpa, mais cette dernière porte la décision en appel et le conflit se rend en Cour suprême. En août 2021, la plus haute instance du pays penche en faveur de la communauté et impose un arrêt des opérations à la compagnie minière canadienne, invalidant la décision de la SMA. Andex doit donc déposer une étude d'impact environnemental (Estudio de Impacto Ambiental – EIA) auprès des instances environnementales chiliennes et attendre la réception d'une résolution de qualification environnementale positive (Resolución de Calificación Ambiental – RCA) avant de poursuivre ses opérations.

Andex Minerals adopte alors une stratégie commune de l'industrie minière : elle renomme son projet et tente de redorer son image. Le nouveau projet, « Proyecto Sofía – Sondajes de Exploración », arbore un discours bienveillant inspiré du développement durable. Comme l'affirme le PDG d'Andex Gold, Paul Champagne : « rien n'est plus important pour le projet Sofía que l'intégrité environnementale et sociale »².

Le 14 novembre 2022, Andex Minerals Chile Spa dépose une étude d'impact environnemental au SEA. Dans les documents soumis à l'évaluation, il est mentionné qu'un investissement de 10M\$ permettrait d'effectuer 12 forages d'exploration à air comprimé sur 9 plateformes, dont 5 existantes, répartis à travers les 2 400 hectares de claims que possède la compagnie. Le projet prévoit aussi l'aménagement de routes et 18 piscines de déchets miniers liquides, entre autres installations. Pourtant, quelques semaines plus tard, le 6 janvier 2023, la compagnie fait une demande officielle pour retirer le projet du système d'évaluation d'impact environnemental (Sistema de Evaluación de Impacto Ambiental – SEIA). Le doute plane toujours à savoir si la compagnie déposera à nouveau une étude d'impact environnemental ou si les communautés mobilisées seront finalement parvenues à protéger le Mallku Anocariri des intérêts miniers une nouvelle fois.

Face à la multiplication des projets extractifs et malgré l'asymétrie, la mobilisation citoyenne se poursuit

Le Chili assiste présentement à une offensive importante du secteur minier et à une multiplication des projets extractifs,

engendrant par le fait même une augmentation des conflits socioécologiques. Cette situation est notamment accentuée par la transition énergétique globale et l'augmentation de la production de technologies dites « vertes », qui exige une accélération de l'extraction de matériaux stratégiques comme le cuivre, le lithium et les terres rares, entre autres. Plusieurs entreprises et gouvernements du Nord global intensifient les campagnes de lobby auprès des instances chiliennes et des communautés locales afin d'accélérer les processus environnementaux et la réception de permis nécessaires aux opérations des minières.

En parallèle, les communautés se rassemblent et se mobilisent, articulant des réponses collectives face aux impacts d'un modèle extractiviste impliquant trop souvent la dépossession des biens communs et l'érosion des cultures locales. Des apprentissages et une conscience écocitoyenne naissent du croisement des savoirs et des expériences. Des compétences en termes d'organisation communautaire, de mobilisation et de formulation d'une réponse concertée sont acquises par les acteurs. On y développe une meilleure compréhension du cadre légal et des politiques encadrant l'évaluation environnementale de projets extractifs. Ces situations font appel à la mise en œuvre d'une diversité de stratégies complémentaires que peuvent adopter les communautés et les mouvements mobilisés et aussi, à un dialogue entre les différents acteurs qui ont pour objectif commun la protection du territoire face à un modèle extractif raciste, inéquitable et destructeur. Si la multi-

plication des projets extractifs est source de destruction écologique, face à cette menace, les mobilisations citoyennes se poursuivent et il se forge une intelligence citoyenne et un engagement vers de nouvelles solidarités et un nouveau vivre ensemble. Les communautés affectées se mobilisent, mais les entreprises extractives adoptent elles aussi de nouvelles stratégies. La lutte de David contre Goliath continue.

Gabriel Poisson est candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal et auxiliaire de recherche pour le projet Resistaction. Son parcours l'a mené à axer ses recherches sur les impacts de la transition énergétique en Amérique latine, avec un intérêt particulier pour l'étude des conflits socioenvironnementaux engendrés par l'exploitation du lithium en territoires autochtones dans le nord du Chili.

Isabel Orellana est professeure du Département de didactique et directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'Université du Québec à Montréal, directrice du projet de recherche Resistaction (CRSH 2018-2024) dans lequel s'inscrit ce cas de conflit. Il s'agit d'une étude qui se penche sur les dimensions critique et politique de l'éducation relative à l'environnement en contexte de conflit socioécologique associé à l'extractivisme.

Références

Castro R., V. et Varela Guarda, V. (1994). *Ceremonias de tierra y agua : ritos milenarios andinos*. Chile : Fondo de Desarrollo de la Cultura y las Artes, Ministerio de Educación.

Colectivo Wila Pacha et Fundación Relaves. (2021). « Andex Minerals y Proyecto de Exploración Anocariri: Minería en Área Protegida y territorios indígenas », *Observatoire latino-américain de conflits environnementaux*. <https://olca.cl/articulo/nota.php?id=108887>

Mongabay Latam (2023). « Comunidades aymaras de Chile frenan a la minería en el cerro Anocariri », *El Desconcierto*. <https://www.eldesconcierto.cl/>

[bienes-comunes/2023/02/22/comunidades-aymaras-de-chile-frenan-a-la-mineria-en-el-cerro-anocariri.html](https://www.eldesconcierto.cl/bienes-comunes/2023/02/22/comunidades-aymaras-de-chile-frenan-a-la-mineria-en-el-cerro-anocariri.html)

Montoya, B. (2022). « La historia de las comunidades indígenas Aymaras que le ganaron a la minería en su cerro sagrado », *Mongabay*. <https://es.mongabay.com/2022/01/comunidades-indigenas-aymaras-que-le-ganaron-a-la-mineria-en-chile/>

Orellana, I., Brière, L. et Rodríguez Arancibia, F. (2020). « La resistencia social en contexto de conflicto socio-ecológico : un crisol de desarrollo de las dimensiones crítica y política de la educación ambiental », *Revista de educación Ambiental. Ambiente e*

Educação, 25 (1). <https://periodicos.furg.br/ambeduc/article/view/11117>

Notes

1 Il s'agit « d'espaces territoriaux déterminés au sein desquels les organes administratifs de l'État chilien doivent focaliser leurs actions pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes d'origine autochtone qui habitent ces territoires », Corporation Nationale de Développement autochtone. [traduction libre]

2 Andexgold.com [traduction libre].